

Le Parlement européen adopte une résolution relative à la démolition du centre bouddhiste de Larung Gar et à l'emprisonnement d'Ilham Tohti



Un moine contemple le centre bouddhiste de Larung Gar. (Photo : 2014, par Bodhicitta-CC-BY-2.0)

Le 15 décembre 2016, le Parlement européen a adopté une résolution d'urgence sur les cas de violation des droits de l'Homme, de la démocratie et de l'état de droit en Chine, dans laquelle il exhorte les autorités chinoises à cesser la démolition de l'académie bouddhiste tibétaine de Larung Gar.

Le paisible centre bouddhiste situé à Sêrtar (Seda, en chinois), dans la préfecture autonome tibétaine de Garzê (Ganzi, en chinois) de la province du Sichuan (la région tibétaine du Kham), est sous le feu des projecteurs depuis juillet 2016, soit depuis que les autorités chinoises ont décidé d'exécuter leurs plans visant à réduire de moitié la population de l'institut, qui se compose de milliers de religieux tibétains et chinois,

expulsant des moines, des nonnes et des étudiants avant de détruire leurs maisons et semant le [désarroi](#) chez ses habitants.

Les membres du Parlement européen ont exprimé leur inquiétude quant aux mesures toujours plus répressives des autorités à l'égard des Tibétains et ont insisté auprès du gouvernement chinois pour qu'il respecte ses engagements nationaux et internationaux dans le

DANS CETTE ÉDITION

1. Le Parlement européen adopte une résolution relative à la démolition du centre bouddhiste de Larung Gar et à l'emprisonnement d'Ilham Tohti
2. Des pèlerins tibétains rassemblés en Inde pour assister aux enseignements du Dalaï-lama reçoivent l'ordre de rentrer chez eux
3. Nouveau rapport d'ICT et de la FIDH : les dangers de la nouvelle loi chinoise sur le contre-terrorisme pour les Tibétains et les Ouïghours
4. Visite du Dalaï-lama en Mongolie
5. Des Tibétains condamnés à de longues peines de prison pour avoir participé aux célébrations du 80^{ème} anniversaire du Dalaï-lama
6. Nouvelle immolation par le feu au Tibet en décembre 2016
7. Le point sur les prisonniers politiques
8. Événements à venir
9. Suggestion de lecture
10. Calendrier mural 2017 d'ICT

> Suite page 2

> Suite de la page 1

domaine des droits de l'Homme. Ils ont par ailleurs invité la Chine à renouer, avec des représentants tibétains, le dialogue interrompu depuis janvier 2010 « afin de trouver une solution politique acceptable pour toutes les parties à la crise au Tibet ».

Il s'agit de la première résolution du Parlement européen sur la situation au Tibet depuis la dernière en 2012. Cette résolution intervient peu de temps après une visite du Dalai-lama au Parlement européen à Strasbourg en septembre dernier. Le chef spirituel tibétain y avait rencontré l'ex-président du Parlement européen Martin Schulz et s'était exprimé devant la Commission des affaires étrangères, appelant l'Europe à formuler une « critique constructive » de la Chine.

Cette résolution concerne également

la situation du peuple ouïghour; les députés européens ont demandé la libération immédiate et inconditionnelle d'Ilham Tohti, professeur ouïghour à Beijing et l'un des quatre nominés pour le prix Sakharov 2016. Ce dernier a été condamné à la réclusion à perpétuité pour séparatisme présumé.

ICT salue de l'adoption de cette résolution énergique qui rappelle aux autorités chinoises leurs obligations en matière de droits de l'Homme, en particulier la nécessité de respecter la liberté de religion et de conviction au Tibet. Elle se réjouit également de la position adoptée par les membres du Parlement européen dans cette résolution, qui déplore en outre l'absence de session annuelle du dialogue UE-Chine sur les droits de l'Homme en 2016.

La 35^{ème} session de ce dialogue lancé en 1996 devait se tenir fin 2016, ainsi que l'avaient convenu la Chine et l'UE lors de leur sommet annuel en juillet dernier, mais celle-ci a été annulée et n'a pas eu lieu. Cette situation « crée un précédent grave et inapproprié que l'UE devrait dénoncer vigoureusement et publiquement », a déclaré le directeur des affaires européennes d'ICT, Vincent Metten. Même s'il n'est pas parvenu jusqu'à présent à réaliser des progrès concrets sur le front des droits de l'Homme, ce dialogue demeure une plateforme importante pour l'UE, qui lui permet d'aborder le sujet des droits humains avec la Chine et de soulever des cas individuels.

Le texte intégral de la résolution du Parlement européen est accessible [ici](#). ■

Des pèlerins tibétains rassemblés en Inde pour assister aux enseignements du Dalai-lama reçoivent l'ordre de rentrer chez eux

Des milliers de pèlerins tibétains ont été obligés par les autorités chinoises de revenir au Tibet, alors qu'ils avaient voyagé jusqu'en Inde pour assister à la cérémonie de Kalachakra du Dalai-lama du 11 au 13 janvier.



Pilules de longue vie distribuées à la foule assistant à la cérémonie de longue vie en l'honneur de Sa Sainteté le Dalai-lama durant le Kalachakra à Bodhgaya dans l'État du Bihar en Inde, le 14 janvier 2017.
(Photo : Tenzin Choejor, Bureau de Sa Sainteté le Dalai-lama)

Les médias chinois contrôlés par l'État ont nié le fait que des Tibétains avaient reçu l'ordre de retourner au pays, mais ont déclaré que le gouvernement « ne les encourageait certes pas » à assister au Kalachakra, sous prétexte que « la cérémonie basée en Inde a l'art de dégénérer en outil politique », d'après le [Global Times](#). D'autres rapports expliquent que les autorités chinoises ont qualifié le rituel de Kalachakra d'« illégal ». Ce dernier consiste en une grande cérémonie d'initiation religieuse qui réunit plus de 100 000 visiteurs à travers le monde dans la ville où

> Suite page 3

> Suite de la page 2

Siddharta Gautama a atteint l'illumination et l'état de Bouddha. Les autorités auraient menacé les participants et les personnes propageant des informations sur l'événement de peines de prison allant de dix jours à cinq ans.

Ces actions représentent le summum de la répression systématique menée jusqu'ici à l'égard des enseignements du Dalai-lama en exil. Elles suivent la tendance des mesures de plus en plus radicales ciblant la dévotion envers le Dalai-lama au Tibet. En 2012, les autorités chinoises ont lancé une vaste opération destinée à incarcérer les Tibétains ayant assisté au dernier Kalachakra à Bodhgaya, en « faisant disparaître » de nombreux pèlerins pendant plusieurs semaines,

voire plusieurs mois, dès leur retour et en les retenant dans des camps militaires et dans d'autres installations pour de longues périodes de « rééducation ». C'est en juillet 2014, lors d'une initiation de Kalachakra accordée par le Dalai-lama à Ladakh en Inde, que le gouvernement chinois a qualifié pour la première fois les enseignements religieux du chef spirituel tibétain d'incitations à la « haine » et à l'« extrémisme ».

Ces derniers événements s'ajoutent aux mesures restrictives systématiques imposées à la liberté de religion et à la liberté de circulation au Tibet. Il est extrêmement [difficile pour les Tibétains de se procurer un passeport](#); peu de Tibétains de la Région autonome du Tibet

et d'autres régions l'ont obtenu, tandis que d'autres se sont vu retirer le leur. L'année dernière, les autorités chinoises ont renforcé encore davantage les contrôles des Tibétains. Dans certaines régions, elles sont même allées de maison en maison pour confisquer les passeports des Tibétains afin de les empêcher d'assister au Kalachakra à Bodhgaya. Cette année encore, la Région autonome du Tibet (RAT), [sera interdite aux visiteurs étrangers du 25 février au 1er avril](#) dans le cadre d'une fermeture annuelle autour du mois de mars qui constitue une période particulièrement délicate sur le plan politique; il marque en effet l'anniversaire du Jour du soulèvement national tibétain (le 10 mars) ainsi que l'anniversaire des troubles de 2008 au Tibet (le 14 mars). ■

Nouveau rapport d'ICT et de la FIDH : les dangers de la nouvelle loi chinoise sur le contre-terrorisme pour les Tibétains et les Ouïghours

Le 15 novembre 2016, International Campaign for Tibet et la FIDH (Fédération Internationale des Droits de l'Homme) ont publié un nouveau rapport sur la nature contre-productive de la nouvelle loi chinoise sur le contre-terrorisme adoptée il y a un peu plus d'un an et sur les graves risques qu'elle présente pour les droits humains.



Le directeur des affaires européennes d'ICT, Vincent Metten, a présenté les conclusions du nouveau rapport lors de la conférence de presse au Club des correspondants étrangers du Japon à Tokyo le 15 novembre 2016.

Le rapport intitulé [Nouvelle loi chinoise sur le contre-terrorisme: Répercussions et dangers pour les Tibétains et les Ouïghours](#) (une version courte du rapport est disponible en français [ici](#)) s'appuie sur des analyses effectuées par la FIDH et ICT des stratégies et des lois adoptées par la Chine, ainsi que sur les conclusions de la table ronde internationale organisée en juin 2016. Les experts réunis lors de cette table ronde ont expliqué que le gouvernement chinois cherchait à légitimer ses mesures répressives en adoptant des lois visant à renforcer le contrôle du Parti communiste chinois sur la liberté d'expression et à

> Suite page 4

> Suite de la page 3

élargir les possibilités de répression des voix dissidentes au Tibet et dans le Xinjiang.

En associant la notion de « terrorisme » à celle mal définie d'« extrémisme », la nouvelle loi chinoise sur le contre-terrorisme donne un cadre encore plus large pour la pénalisation de presque toute expression d'identité tibétaine ou ouïghoure, tout acte de dissidence non violent, ou toute critique de politiques religieuses ou ethniques. Elle contient, pour la forme, des références aux droits de l'Homme et à la « protection de la culture ethnique », mais celles-ci perdent toute leur signification en raison des pouvoirs étendus dont disposent les autorités en vertu de la loi, de la terminologie opaque et de l'absence de

contrôle judiciaire indépendant à l'égard des mesures restrictives pouvant être appliquées. Dans l'ensemble, la nouvelle loi et sa mise en œuvre sont considérées par de nombreuses personnes comme provocatrices et foncièrement contre-productives. Beaucoup craignent en effet que cette loi n'exacerbe les tensions et n'accroisse les risques de violence de la part d'individus estimant n'avoir rien à perdre et ne disposer d'aucun autre recours.

Malgré l'absence d'insurrection violente au Tibet, la militarisation du plateau s'est accrue dans le cadre d'une offensive « antiterroriste » agressive au cours des dernières années. Cette situation a provoqué de terribles problèmes psychologiques chez les policiers impliqués

dans les politiques « antiterroristes » et de « maintien de la stabilité », ainsi que l'explique un document publié par un établissement universitaire de la Police armée du peuple. « Plusieurs études ont révélé que des policiers développaient facilement des problèmes psychologiques en accomplissant leurs fonctions antiterroristes et de maintien de la stabilité », indique le document en question, et d'ajouter : « *La lutte contre le terrorisme fait ressortir la cruauté.* »

Un enregistrement de la conférence de presse marquant la publication du rapport au Club des correspondants étrangers du Japon le 15 novembre 2016 est disponible [ici](#). ■

Visite du Dalai-lama en Mongolie

Sa Sainteté le Dalai-lama a passé quatre jours en Mongolie en novembre dernier, attirant une foule immense à ses événements publics. Sa visite a déclenché la colère de la Chine, conduisant le ministre mongol des Affaires étrangères à l'interdire de séjour dans le pays à l'avenir.

D'après l'agence de presse américaine [Bloomberg News](#), le ministre Tsend Munkh-Orgil a déclaré au quotidien Unuudur que le gouvernement « regrette » d'avoir accepté la visite du Dalai-lama en novembre et que ce dernier « ne sera probablement plus autorisé à revenir en Mongolie sous le gouvernement actuel ».

Le gouvernement chinois, qui considère le Dalai-lama comme un séparatiste voulant à tout prix soustraire le Tibet du contrôle de Beijing, et qui s'oppose fermement à toute visite du lauréat du prix Nobel de la paix dans d'autres pays, avait averti son voisin avant la visite de quatre jours du Dalai-lama (qui est arrivé le 18 novembre). La Chine avait en effet déclaré que cette visite en Mongolie devait être annulée dans l'intérêt d'un développement « stable et solide » de leurs relations bilatérales.

La Mongolie a tout d'abord choisi d'ignorer ces pressions exercées par les autorités chinoises. Après tout, le Dalai-lama ne se rendait pas en Mongolie à l'invitation du gouvernement, sa visite étant de nature purement religieuse, mais la Chine a riposté en imposant de nouvelles taxes sur les marchandises exportées par son voisin du nord et en fermant le poste-frontière de Gants Mod, que près de 1000 camions de transport de cuivre et de charbon empruntent chaque jour.

La Mongolie, cette nation traditionnellement bouddhiste et unie par des liens historiques très étroits avec le Tibet, a accueilli le Dalai-lama actuel à plusieurs reprises depuis 1979. Mais en raison de son économie fragile et toujours plus dépendante de la Chine, sa réaction était prévisible: les dirigeants mongols ont en effet sollicité un prêt de 4,2 milliards

de dollars à Beijing afin de sortir le pays d'une profonde récession et ne pouvaient donc pas se permettre de confrontation avec la Chine.

« Cette situation s'inscrit dans un effondrement quasi mondial des capacités diplomatiques de gérer certaines pressions exercées par la Chine, qui se ressent, bien entendu, de façon beaucoup plus prononcée chez ses petits voisins enclavés que chez les grandes puissances », explique Robert J. Barnett, historien du Tibet moderne à l'université Columbia.

Cliquez [ici](#) pour lire l'article du vice-président d'ICT Bhuchung K. Tsering sur les liens culturels et religieux de longue date entre le Tibet et la Mongolie. ■

Des Tibétains condamnés à de longues peines de prison pour avoir participé aux célébrations du 80^{ème} anniversaire du Dalai-lama

[Neuf Tibétains ont été condamnés à des peines de cinq à 14 années de prison pour leur participation aux célébrations de l'anniversaire du 80^{ème} anniversaire du Dalai-lama l'année dernière.](#)

Lors d'une condamnation groupée prononcée le 6 décembre 2016, Drugdra, un moine du monastère de Kirti âgé de cinquante ans, emprisonné depuis plus d'un an à la suite des manifestations de 2008, a été condamné à une peine de 14 ans de prison. Le moine et intellectuel Lobsang Khedrub, qui avait été libéré de prison dans le cadre d'une peine antérieure en 2011 en raison de graves problèmes de santé, probablement dus à des mauvais traitements et à des actes de tortures, a quant à lui été condamné à purger une peine de 13 ans de prison. Un autre Tibétain condamné avait déjà été emprisonné à cause de son implication

dans des immolations par le feu au monastère de Kirti.

La durée des peines est d'autant plus choquante que les célébrations d'anniversaire en question s'étaient visiblement déroulées dans la discrétion. Le monastère de Kirti, dont proviennent les moines, fait d'ailleurs l'objet d'un confinement et d'une surveillance étroite. Il aurait donc été impossible d'y organiser des commémorations importantes en l'honneur du Dalai-lama. Ces condamnations font suite à des incidents antérieurs liés à l'anniversaire du Dalai-lama. Des Tibétains avaient alors été interpellés, mais ils n'avaient

pas été condamnés à des peines de prison si longues. Les [forces de police avaient notamment ouvert le feu sur des Tibétains qui célébraient paisiblement l'anniversaire du Dalai-lama](#) à Tawu dans l'est du Tibet en 2013.

Le 80^{ème} anniversaire du Dalai-lama, qui a eu lieu l'année dernière, était particulièrement important pour les Tibétains. Des cérémonies avaient été organisées dans des monastères, dans des prairies et au cœur de Lhasa, malgré les risques de sanctions du gouvernement chinois à l'égard des Tibétains qui décidaient d'y prendre part. ■

Nouvelle immolation par le feu au Tibet en décembre 2016

[Un Tibétain a réclamé le retour du Dalai-lama au Tibet en s'immolant par le feu. Il est décédé le 8 décembre 2016 à Machu \(Maqu, en chinois\) dans la province du Gansu, dans la région tibétaine de l'Amdo.](#)

Tashi Rabten a mis le feu à son propre corps dans le marché aux légumes de la ville de Machu où l'une de ses proches, Tsering Kyi, s'était immolée en mars 2012, d'après le Centre tibétain pour les droits de l'Homme et la démocratie (TCHRD). Une vidéo et plusieurs images montrent un jeune garçon regardant un corps dévoré par les flammes et une femme récitant des prières à proximité. Une deuxième vidéo diffusée sur les réseaux sociaux présente des [policiers arriver sur les lieux pour enlever le corps.](#)

Tashi Rabten a expliqué les raisons de son choix dans une [lettre](#) écrite avant sa mort : « Pour résoudre ce problème de

manière pacifique, je ne vois pas d'autre solution que de recourir à l'immolation par le feu afin de mettre le monde en garde. Le peuple tibétain a besoin de la bénédiction et des marques d'intérêt d'autres personnes. »

Il s'agit de la troisième immolation par le feu au Tibet en 2016, après celle de Sonam Tso, mère tibétaine de cinq enfants, qui s'est immolée le 23 mars dans le comté de Dzoegé de la préfecture autonome tibétaine et xiang de Ngaba. Plus de 145 immolations par le feu ont eu lieu sur le plateau depuis 2009.

Selon plusieurs sources tibétaines, la

police du comté aurait détenu l'épouse de Tashi, ses deux enfants ainsi que d'autres proches qui demandaient la restitution du corps de Tashi. Les autorités chinoises ont réagi à la vague d'immolations à travers le Tibet en punissant les individus prétendument « associés » à ces immolations, notamment les amis, les familles et même des communautés entières. Dans ces circonstances, les emprisonnements politiques ont fortement augmenté, un cas de peine de mort a été prononcé et plusieurs Tibétains ont « disparu ». Ces phénomènes semblent avoir joué un rôle dans la diminution du nombre d'immolations par le feu par rapport aux années précédentes. ■

Le point sur les prisonniers politiques

Tsegon Gyal



A recent photo of Tsegon Gyal

En décembre 2016, Tsegon Gyal, un célèbre ancien prisonnier politique tibétain, s'est vu accusé d'« incitation à la scission du pays », après avoir été détenu au secret par les autorités chinoises pendant plus de deux semaines au centre de détention du comté de Kangtsa (Gangcha, en chinois), dans la préfecture autonome tibétaine de Tsojang (Haibei, en chinois) de la province tibétaine de l'Amdo.

Selon les informations dont dispose le [Centre tibétain pour les droits de l'Homme et la démocratie \(TCHRD\)](#), Tsegon Gyal, aussi connu sous le nom de Gangshon Atse, a été inculpé le 24 décembre. Une copie de son mandat d'arrêt a été transmise à sa famille le même jour. Il était détenu par les agents du bureau de sécurité de l'État de la préfecture de Tsojang depuis le 9 décembre, après son arrestation dans le comté de Dashi (Haiyan, en chinois) de la préfecture autonome tibétaine de Tsojang, pour des raisons inconnues. Si l'accusation est établie, il pourrait être déclaré coupable de « mise en danger de la sécurité de l'État », un crime passible d'une peine allant jusqu'à 15 ans d'emprisonnement.

Tsegon Gyal est né en 1963 d'une famille de nomades dans la région de Kangsta de la province tibétaine de l'Amdo. Journaliste émérite connu pour son dévouement au bien-être de sa communauté et de ses compagnons tibétains, Tsegon Gyal a été condamné en 1994 à 16 ans de prison, accusé de « crimes d'espionnage et contre-révolutionnaires », pour avoir fondé, avec Lukar Jam et Namlo Yak Dhungser, l'« Association des jeunes voués à l'échec engagés à sacrifier leur vie » (Association of Doomed Youth Committed to Sacrificing lives). Les autorités chinoises ont accusé ce groupe de conspirer avec des étrangers en vue d'organiser des activités indépendantistes au Tibet en mai 1993. Il a finalement été relâché en 1999. Nombreux sont ceux qui ont interprété cette libération comme une tentative du gouvernement chinois de présenter une image favorable à la communauté internationale, afin d'assurer une rétrocession tout en douceur de Hong Kong à la Chine par le Royaume-Uni.

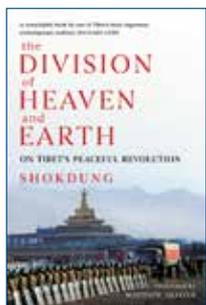
Depuis sa mise en détention, Tsegon Gyal n'a pas été autorisé à voir sa famille et ses proches. Il n'a pas non plus eu la possibilité de bénéficier d'une représentation juridique. Le TCHRD, qui s'est dit préoccupé par la piètre santé de Tsegon Gyal (fruit de la torture subie précédemment dans les prisons chinoises), a indiqué que ce dernier s'était retranché dans un mutisme absolu et qu'il refusait de répondre aux agents du bureau de sécurité de l'État qui le détenaient et l'interrogeaient. ■

ÉVÉNEMENTS À VENIR

- ▶ **7 FÉVRIER:**
Conférence sur la réincarnation au Parlement européen (*pour de plus amples informations et pour vous inscrire, veuillez contacter le Bureau du Tibet à l'adresse tibetbrussels@tibet.net*)
- ▶ **8 FÉVRIER:**
Conférence d'ICT, de la FIDH et de l'Organisation des nations et des peuples non représentés (UNPO) sur le contre-terrorisme en Chine au Parlement européen (*cliquez [ici](#) pour vous inscrire*)
- ▶ **21 FÉVRIER:**
Conférence:
« Variations tibétaines sur l'art de ne pas être gouverné » à l'Université libre de Bruxelles (*cliquez [ici](#) pour en savoir plus*)
- ▶ **24 FÉVRIER:**
Colloque international « Par-delà le religieux et le politique: Théâtre et littérature au Tibet aujourd'hui » à l'Université libre de Bruxelles (*cliquez [ici](#) pour en savoir plus et vous inscrire*)
- ▶ **27 FÉVRIER**
Losar (Nouvel an tibétain)
- ▶ **27 FÉVRIER - 24 MARS:**
34^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU
- ▶ **10 MARS**
58^{ème} anniversaire du soulèvement tibétain de 1959

Suggestion de lecture

The Division of Heaven and Earth - On Tibet's Peaceful Revolution (« La division du ciel et de la terre : la révolution pacifique du Tibet »), par Shokdung et Matthew Akester



Éditeur:
Hurst Publishers
Date de publication:
Décembre 2016

[The Division of Heaven and Earth](#) est l'un des ouvrages les plus importants et influents du Tibet à l'époque moderne. Ce livre dresse un réquisitoire implacable contre les politiques chinoises et une analyse éloquente de la vague de protestations qui frappe le Tibet depuis mars 2008 et ravive la solidarité et la conscience nationale tibétaine.

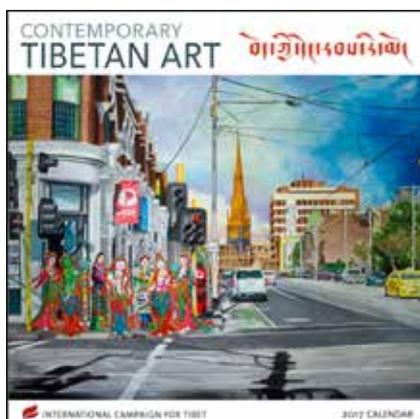
La publication de l'édition tibétaine originale a valu à Shokdung (un nom de plume), l'un des intellectuels influents du Tibet, d'être emprisonné pendant près de six mois, et à son ouvrage d'être interdit

sur le champ. La traduction anglaise est rendue disponible pour la première fois depuis que des copies ont commencé à circuler clandestinement au Tibet.

Shokdung a écrit ce livre à la suite d'une vague sans précédent de manifestations et d'expressions courageuses de solidarité et d'identité nationale tibétaine. Cet ouvrage est considéré comme l'une des critiques les plus audacieuses et de grande envergure des politiques chinoises au Tibet depuis la célèbre Pétition en 70 000 caractères adressée par le 10^{ème} Panchen-lama à Mao Zedong en 1962. ■

Le calendrier mural 2017 d'ICT est disponible !

International Campaign for Tibet vous souhaite une année 2017 comblée de bonheur, de santé et de prospérité !



Vous n'avez pas encore trouvé de calendrier pour la nouvelle année ? Jetez donc un œil au calendrier 2017 d'ICT ! Ce dernier regroupe les travaux de 12 artistes tibétains contemporains qui offrent un aperçu passionnant d'un nouvel univers de l'expression culturelle tibétaine. Les Tibétains n'ont guère leur mot à dire dans la plupart des changements rapides amorcés par le gouvernement chinois au Tibet, mais ils sont très actifs et dynamiques dans des domaines tels que la musique, les arts, la littérature et le cinéma. Ils œuvrent non seulement dans le but de préserver leur culture, mais aussi afin de redéfinir et de repousser les limites de nouvelles significations et expressions de l'identité tibétaine au XXI^{ème} siècle. L'art tibétain contemporain était un domaine encore fort peu connu il y a 20 ans. Il suscite

aujourd'hui un intérêt et un engouement grandissant : de plus en plus d'expositions et de colloques sont organisés à travers le monde.

Vous pouvez acheter notre calendrier sur [notre boutique en ligne](#) pour seulement 10€ (livraison comprise). Chaque calendrier acheté contribue à soutenir le travail d'ICT ! Tashi Delek !